



Médias, éducation critique et engagement citoyen

“ Une éducation aux médias et une culture de l’information qui fassent sens ”

La culture de l’information est devenue la forme privilégiée d’accès à ce qu’il convient désormais d’appeler "l’ère numérique". Cette culture s’est complexifiée avec l’explosion des formes différenciées de l’information et une frénésie de communication à travers toutes les interfaces technologiques ou plates-formes logicielles.

Les jeunes ont migré sur les réseaux sociaux où ils se retrouvent entre "amis" ou "pairs", échappant aux relations des adultes, éducateurs et médiateurs. Or, leurs pratiques sur les réseaux pour enrichissantes et ludiques qu’elles paraissent, ne s’inscrivent pas moins dans des confusions, problématiques en termes de liberté d’expression, de propriété intellectuelle, de vie privée... De plus, la fracture numérique se creuse, avec une minorité d’usagers qui utilisent la majorité de la bande passante à haut débit et développent des usages enrichis, alors que la majorité est sollicitée en permanence pour des usages consuméristes.

Paradoxalement, du fait du numérique, la culture de l’information a mené en partie au paradigme de la participation, alors qu’elle avait pour but, pour les initiateurs, de susciter encore plus de consommation. Mais cette participation est souvent réduite à de l’auto-expression, sous des injonctions technico-commerciales permanentes. Or elle permettrait toutes sortes de formes d’expression : artistique, politique, culturelle et sociale... et aussi toutes sortes de formes d’engagement civique et citoyen.

Une éducation aux médias et une culture de l’information qui « fassent sens » pour le XXI^e siècle, doivent donc prendre en compte le "citoyen numérique", dans ses pratiques culturelles et sociales, formelles et non formelles, dans ses postures de cyber’citoyen, de spect’acteur, de gameur et de net’ayeur, afin de lui permettre la maîtrise de cette société de l’information.

Dans ce contexte et face à ces enjeux, la réponse est double : mettre en œuvre un projet d’éducation fort, critique et citoyen, pour tous ; porter un projet politique au nom de la société civile, en lien avec les pouvoirs publics, face aux industries de programmes.

■ Éducation aux médias et à l'information, formation des acteurs

Dans le cadre de politiques publiques permettant la qualification et la formation critique des jeunes dans la société numérique, les Ceméa ont réalisé en 2012, dans une vingtaine de régions (**Alsace, Picardie, Nord/Pas-de-Calais, Haute-Normandie, Auvergne, Bourgogne, Centre, Franche-Comté, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, PACA, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes, Nouvelle Calédonie, Guyane, Pays-de-la-Loire, Bretagne, Aquitaine, Limousin, Lorraine, Réunion**), des formations d'animateurs volontaires centrées sur l'éducation aux médias et les pratiques numériques des jeunes (30 stages environ). Ils ont au sein des cursus de formation d'animateurs professionnels mis en place des thématiques spécifiques « Education aux médias » (BPJEPS), des UF de formation ou des parcours au sein de formation type DEJEPS. à noter le partenariat avec deux universités (Paris Villetaneuse et Angoulême, Centre européen des produits de l'enfant) pour la formation initiale de jeunes professionnels de l'enfance ; et celui en lien avec les collectivités territoriales et/ou les DDCS, sur la formation de formateurs (Basse-Normandie), la formation continue d'animateurs (Haute-Normandie).

Verbatim

Un cursus d'éducation aux médias très large pour tous

Les médias recouvrent l'ensemble des fonctions de la société ou presque, le décodage de leur fonctionnement, l'analyse de leurs messages, l'apprentissage d'usages citoyens doivent donc nourrir des approches diversifiées, transdisciplinaires et pour partie créatives. Un tel cursus pourrait permettre, selon les âges, de transmettre les règles du droit de l'édition de contenu aux jeunes ados blogueurs (droit à l'image, respect de la vie privée, interdiction de la diffamation et de l'injure), d'explicitier les relations entre démocratie et médias (pluralisme, liberté d'expression, non discrimination, parité entre femmes et hommes), mais aussi de former les élèves à l'analyse critique des messages publicitaires, des émissions de télé-réalité, aussi bien que des séries et des journaux télévisés, au fonctionnement des réseaux sociaux et à l'économie des médias. La démarche pédagogique peut être esthétique ou psychologique, juridique ou éthique, sociologique ou économique.

Sophie Jehel
VEN n°548 – octobre 2012



Un projet culturel et citoyen

Pour tous les enfants, les jeunes, les adultes et tous les acteurs éducatifs, les Ceméa, mouvement d'éducation revendiquent une formation aux médias et à l'information, citoyenne, culturelle, critique et systématique. Les Ceméa réaffirment la nécessité d'accessibilité pour tous et la dimension de bien public des contenus et supports médiatiques. Association d'éducation populaire, les Ceméa défendent l'existence d'un service public indépendant pour tous les médias, et portent un projet politique qui reconnaît la société civile comme interlocuteur des pouvoirs publics et des industries du programme. Dans une posture de co-régulation citoyenne, au service d'une politique « Médias – Jeunesse » ambitieuse.

POLITIQUES ÉDUCATIVES TERRITORIALES

Éducation aux écrans en Basse-Normandie

Après deux années expérimentales ayant concerné près de 220 jeunes en 2010/2011, puis près de 550 jeunes et 30 formateurs en 2011/2012, le développement du partenariat des Ceméa avec le Conseil régional de Basse-Normandie et le Rectorat de l'académie de Caen se poursuit pour l'année 2012/2013. Près de 3000 jeunes sortant du collège (2/3 de lycéens élèves de seconde et 1/3 de jeunes entrant en apprentissage) et ce dans 14 établissements (3 CFA et 11 lycées) des 3 départements de Basse-Normandie sont concernées par cette action.

Les interventions des formateurs des Ceméa permettent aux jeunes de réfléchir à leur utilisation des écrans « connectés » à internet, c'est-à-dire principalement les téléphones portables et les ordinateurs. Lors des deux ateliers de 3 heures proposés aux jeunes et un projet inter session (6 à 8 h), il est question principalement des réseaux sociaux, de l'identité numérique, de la protection des données, des précautions d'emploi du téléphone portable et de la recherche documentaire. La démarche pédagogique est une démarche d'écoute, d'échanges et de pratiques, tant pour les adultes que pour les jeunes. Des sessions de formations ont également été mises en place en direction d'une part, des enseignants de CFA, en vue notamment de favoriser à terme leur implication dans l'animation des ateliers, et d'autre part, des formateurs des organismes de la formation professionnelle continue, afin d'enrichir leurs pratiques pédagogiques sur ce champ et leur permettre de déployer des parcours d'éducation aux usages numériques, tant auprès des stagiaires qu'ils accompagnent qu'au sein de leurs structures.

La Région a l'ambition de démultiplier cette action, dans les deux à trois années qui viennent, à l'ensemble des lycées et CFA de Basse-Normandie, ce qui correspond à environ 19000 jeunes.

**Face à la cyberviolence, l'enjeu du climat scolaire**

Internet, les téléphones portables, les réseaux sociaux sont devenus des éléments essentiels de la vie des adolescents et offrent des modes d'expression, parfois de création propice à leur développement intellectuel et social. Toutefois, les usages numériques sont aussi l'occasion de prises de risques et peuvent favoriser l'émergence de pratiques violentes telles que l'exclusion sociale des réseaux, des insultes publiques ou du harcèlement, dit cyber-harcèlement... Ces problèmes sont souvent en lien avec la qualité des échanges sociaux en face à face, notamment au niveau des établissements scolaires, lieux de proximité la plus courante entre les jeunes. Les résultats de travaux de recherche nous amènent à insister sur la nécessité d'une politique de prévention systémique contre la violence et le harcèlement.

Outre les diverses formations ou guides sur le sujet, il est important que l'établissement, dans son ensemble, impulse une culture de rejet du cyber-harcèlement qui s'inscrive dans une politique globale contre le harcèlement.

*Catherine BLAYA, Professeur en sciences de l'éducation
Université de Bourgogne/IREDU
Observatoire international de la violence à l'école
VEN n°547 – Juillet 2012*

■ Soutien de projets de jeunes concernant les médias et le numérique

Ce soutien passe par des montages de projets en lien avec des collectivités locales ou lors d'événements culturels. Ils ont pris la forme de festival de jeunes (**Région Aquitaine**), d'animation collective de sites web (**Haute-Normandie, Picardie**), de projets de web journalistes, d'animation d'ateliers, de soutien à des créations de jeunes (Rencontres Jeunes Haute-Normandie), constituant des parcours d'éducation critique aux médias et aux images illustrant l'action, d'une association d'éducation populaire agissant en complémentarité de l'école (**Auvergne, Oise, La Réunion, Régions Basse-Normandie, Pays-de-la-Loire, Nord / Pas-de-Calais, ...**).

A noter dans le cadre du projet national Festival du film d'éducation (Evreux) et de la vingtaine d'actions décentralisées de ce festival en région métropolitaine et outre-mer, la mise en œuvre par les Ceméa d'ateliers d'éducation à l'image et de séances culturelles cinéma avec un accompagnement éducatif (**Alsace, Pays-de-la-Loire, Nord / Pas-de-Calais, Bretagne, Guadeloupe, La Réunion, Mayotte, Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Auvergne, etc.**).

Les Ceméa ont régulièrement travaillé avec France Télévision, le groupe Vivendi, l'Association des fournisseurs d'accès à internet (AFA) et l'Association française des Télécom (ex. AFOM), notamment dans le cadre du programme Safer Internet dont ils sont membres du groupe d'appui.



PRIS SUR LE VIF

Des réalisateurs en herbe à Douarnenez

Si les adultes courent de projections en débats, les enfants ne sont pas en reste. Ils ont leur atelier ciné. Pendant cinq jours, 12 jeunes de 8 à 15 ans ont réalisé un très court métrage sur le Festival du cinéma de Douarnenez. Cette nouvelle activité est une première pour l'équipe du festival. L'idée est née d'un échange avec les Ceméa de Bretagne qui font participer 18 de leurs stagiaires BAFA 3. « Ce sont eux qui animent l'atelier, du début à la fin », commente Serge Kerichard, responsable de stage. Des petits grands reporters. Après avoir défini seuls leur sujet le lundi, les cinéastes en herbe disposent de très peu de temps pour réaliser leurs séquences. « Les enfants ont choisi de rencontrer participants et organisateurs. Un film sur l'ambiance du festival où ils posent des questions et filment leurs divers travaux », commente Philippine, l'une des animatrices. Le jeudi ce sera le montage, pour une projection le lendemain vendredi sous le chapiteau « Tout est fait en interne. On utilise des caméscopes grand public et des logiciels libres. Des choses simples et faciles d'accès », explique Serge Kerichard. Mais la réalisation du film n'est pas la seule activité proposée aux charmantes têtes blondes La semaine regorge d'ateliers complémentaires et selon Yohann, 8 ans « C'est cool ! » « On va voir des films, on s'initie aux techniques d'animation, aux fondamentaux de l'histoire du cinéma et on réalise des critiques. C'est un véritable apprentissage du métier de cinéaste », conclut l'une des jeunes stagiaires.

ÉDUCATION ET PRÉVENTION

Fête de l'Internet en Province Nord, Nouvelle Calédonie

Sur le thème des risques liés à l'utilisation des réseaux sociaux, une rencontre organisée par l'Office du développement de la cyberculture (ODC) et des associations de la Province, lors de la Fête de l'Internet, s'est déroulée du 4 au 8 juin 2012 au lycée d'Augustin-Ty.

Rancine Houn, animatrice des Ceméa Pwără Wără, a tenu une conférence au lycée, dans le cadre de la Fête de l'Internet « Sensibiliser les jeunes sur les dangers de ces nouveaux outils ». « Ça fait trois ans qu'on intervient au lycée à travers différentes activités. Aujourd'hui, on travaille sur les réseaux sociaux, on essaye de sensibiliser les jeunes sur les risques de l'utilisation de ces nouveaux outils. Les mauvaises surprises dues à l'utilisation de ces réseaux sont fréquentes, d'autant que les adolescents partagent leur vie privée sans se rendre compte que leur intimité est exposée publiquement ». Une soixantaine d'élèves de terminale bac pro, ont assisté à cette conférence. « Cette formation correspond parfaitement au programme qu'on enseigne aux élèves au CDI », a commenté Fanny Drubigny, la documentaliste.

Les 4 cyberbases du Nord (Houailou, Poindimié, Koné et Pouembout) ont été les moteurs du projet en partenariat avec les associations adhérentes à l'ODC : Ceméa, Afocal, Fabamel, Terre d'aventure de Canala et Doo Huny de Hienghène.

L'ODC a voulu que cette fête soit présente sur l'ensemble de la Province, en proposant des activités et des thématiques adaptées à chaque zone.

Verbatim**Former des citoyens à l'heure du numérique**

« C'est dans le cadre, de « l'usage consommation » que font les jeunes des médias, que l'approche de tous les éducateurs doit être pensée notamment en termes d'éducation, d'engagement citoyen, de participation, de protection de l'enfance et de prévention... L'école en est un des lieux essentiels. Mais cette approche doit s'inscrire également dans une réflexion sur l'ensemble des pratiques culturelles et de loisirs des jeunes. »

**Ne pas brûler les étapes de l'enfance à l'adulte, le poids de la jupe**

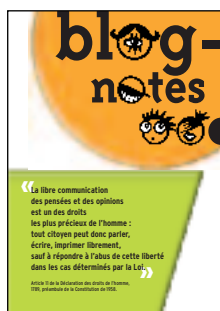
Si la mode enfantine n'est pas responsable de ce qui se joue actuellement dans l'éducation, elle accompagne une tendance à brûler les étapes de l'enfance dont les parents se font parfois le relais lorsqu'ils s'amuse à Julie porte les mêmes vêtements que Maman, comme le montre le succès des collections mère-fille et père-fils. Les petites filles sont davantage concernées, même si elles ne sont pas les seules à en pâtir. Les parents qui choisissent d'habiller leur progéniture à leur image et selon leurs critères esthétiques semblent oublier de prendre en compte les besoins de l'enfant, sous-estimant l'impact que peut avoir la tenue vestimentaire sur la construction de l'enfant.

Le souci prématuré de l'image corporelle chez l'enfant est un enjeu de société qui intéresse les mouvements d'Éducation populaire à plus d'un titre. Il questionne le rapport à la norme qu'il convient de prendre en compte pour le bien-être de l'enfant, mais aussi les valeurs que ces mouvements peuvent défendre, notamment en terme de rapports sociaux de genre.

Marion Bohy Bunel

militante des Ceméa Paca et des Labos de Babel (Gfen)

VEN n°546 – Avril 2012

**■ Des ressources numériques et une veille en recherche pour soutenir la formation des acteurs et les pratiques des jeunes**

Des ressources numériques et une veille en recherche pour soutenir la formation des acteurs et les pratiques des jeunes

Les Ceméa accompagnent ces projets et actions d'une politique d'édition de ressources : livres (deux ouvrages dans la collection Education et Société – Editions Erès), expositions et livrets pédagogiques (réseaux sociaux), guides d'information (parents et numérique), fiches d'activités, plateforme e-learning sur les usages responsables d'internet, etc. Les Ceméa mettent à disposition des animateurs, éducateurs et parents, un site dédié à l'éducation aux médias, à l'information et au numérique. Les Ceméa sont en lien permanent avec plusieurs universités (Paris Sorbonne Nouvelle, Paris 8, Paris 2, Angoulême) et des équipes de chercheurs sur ces questions. Ils ont animé en 2012 un séminaire européen à Strasbourg (Conseil de l'Europe) sur « Education aux médias et l'éducation aux Droits de l'homme ».



■ Pour donner une place à la société civile issue de l'éducation dans les politiques publiques des médias et des industries culturelles numériques

Les Ceméa sont engagés dans une « posture » de co-régulation « pouvoirs publics industrie – société civile associative » sur les questions de médias, de jeunesse et de culture numérique. En 2012, les Ceméa ont été dans des groupes de travail, commissions, ou auditions, les interlocuteurs du CSA, de la Défenseure des Enfants, du Conseil national du numérique, du Conseil de l'Europe, de la Commission Française de l'Unesco et des Ministères de la Jeunesse, de l'Éducation, de la Culture et de la Communication, de la Famille, sur les objets suivants : éducation aux médias, protection des publics mineurs, télévision connectée, éducation aux médias et Droits de l'homme, ... En 2012, ils se sont impliqués au sein de l'APCP (Association pour la préfiguration d'un conseil de presse) pour soutenir une information citoyenne de qualité, ont participé aux Assises internationales du journalisme à Poitiers (octobre 2012) et créée avec d'autres acteurs citoyens l'Université populaire de l'information citoyenne (UPIC) qui a mis en place un laboratoire des projets de médias citoyens.



Enjeux e-médias vient de voir le jour !

Enjeux e-médias
Éducation, Médias, Information, Citoyenneté

L'association Enjeux e-médias (Education, Médias, Information, Citoyenneté) a vu le jour lors du dernier Salon de l'éducation fin novembre 2012, à l'initiative de trois mouvements laïques d'éducation populaire : les Ceméa, les Francas, la Ligue de l'enseignement et d'une fédération de

parents d'élèves : la FCPE. C'est une orientation politique forte pour les Ceméa, qui s'inscrit dans les orientations du mouvement, décidées lors du dernier Congrès national, à Aix-en-Provence. Cette action s'articulera avec le Pôle "Médias, éducation critique et engagement citoyen" et la mission "Enfants, écrans, jeunes et médias" des Ceméa. Les Ceméa en assurent la Présidence. L'association Enjeux e-médias prend acte de l'importance de tous les médias dans la formation des consciences et de l'esprit critique des citoyens et particulièrement ceux des enfants, des adolescents et souhaite peser dans tous les débats initiés notamment dans le cadre de l'accompagnement de la refondation de l'École, de la mise en place d'une plateforme d'échanges par la Ministère de la famille, des groupes de travail du CSA...

Elle se donne pour objectifs :

- de défendre le droit des citoyens à une information de qualité, pluraliste et indépendante ;
- de construire les bases d'un débat constructif sur les moyens de co-régulation/régulation des médias et de l'éducation aux médias à l'information à l'ère du numérique avec l'ensemble des partenaires de la société civile, des Pouvoirs publics et des industries de contenu ;
- de défendre les intérêts des éducateurs et des parents afin de disposer des conditions d'une nécessaire éducation aux médias et à l'information pour tous ;
- de favoriser et promouvoir la recherche scientifique sur toute réflexion ayant trait à l'éducation aux médias et à l'information citoyenne.



Cette action sera soutenue par la mise en place d'un comité scientifique.

Des actions multi-acteurs

« Il faut ne pas être centré sur le seul dispositif médiatique (les effets des médias), ni sur les jeunes (les usages), mais aller vers l'analyse des interactions entre les différents lieux de socialisation, l'école, la famille, les espaces informels, les médias et donc les acteurs principaux que sont les parents, les pouvoirs publics et les opérateurs, avec les jeunes au centre du processus. »